

*Initiatives ministérielles*

Et que dire du programme de lutte contre le déficit de ce gouvernement? C'est une litanie de promesses irréalistes qui n'ont jamais été tenues et qui s'élèvent à des milliards. Lorsque des économies ont été réalisées dans le domaine des services, le gouvernement demande qu'on l'applaudisse. Mais généralement, ces économies ont été faites aux dépens des provinces qui doivent à leur tour refiler la note aux municipalités. Le chef de mon parti a décrit, lors de son intervention, sa rencontre avec le maire de Montréal qui s'inquiète de ce que sa ville ne peut plus assumer le fardeau des prestations d'assistance sociale versées aux chômeurs de la ville.

J'ai parcouru tout l'Ontario avec un groupe de travail libéral. Nous nous sommes entretenus avec le président du conseil de la région métropolitaine de Toronto, Allan Tonks, qui partage ces mêmes inquiétudes. Les sans-emploi qui voient leurs prestations d'assurance-chômage se tarir sont obligés de se tourner vers l'assistance sociale, et pas plus les grosses que les petites villes n'ont les moyens de payer la note.

Le ministre se vante du beau travail de son gouvernement qui fait des compressions. C'est bon pour la réputation du gouvernement fédéral. Mais qui paie la note? Pas les provinces. Ce sont les municipalités pauvres qui paient la note. Elles finissent pas être les souffre-douleur.

Ce gouvernement professe qu'un gouvernement devrait être administré selon les mêmes principes qu'une entreprise privée. Si tel était le cas, le ministre des Finances aurait été congédié il y a belle lurette. Il a mieux réussi aux Transports. Je lui recommande d'y retourner.

Et que se passerait-il s'il faisait une demande d'assurance-chômage? Il s'apercevrait vite qu'il n'y a pas droit en raison de sa mauvaise conduite.

Voyons ce à quoi a abouti la gestion financière de ce gouvernement qui se targue de lutter contre le déficit. En 1984, la dette publique s'élevait à 170 milliards de dollars. À la fin du présent exercice financier, elle sera de 420 milliards de dollars. Lorsque nous lui avons remis les rênes et que la dette était de 170 milliards, au moins nous empruntons au Canada, dans les régimes de pension et autres. Mais pas ce gouvernement. Il fait l'important. Il est allé emprunter sur les marchés étrangers. Il n'est pas étonnant que nous ayons une dette de 420 milliards de dollars. Il n'est pas étonnant que nous soyons dans un tel pétrin.

Je sais que mon temps de parole est écoulé. Je termine donc. Je suis heureux que le ministre des Finances soit présent. J'espère qu'il va écouter les gens de Parkdale—High Park. Je ne suis que leur serviteur. Je suis leur porte-parole, monsieur le Président. Les temps sont durs au Canada, les temps sont vraiment durs.

[Français]

**M. Fernand Jourdenais (La Prairie):** Madame la Présidente, je suis heureux de la possibilité qui m'est offerte de participer au débat suite au récent exposé économique du ministre des Finances. Le ministre nous a fourni une bonne description de notre avenir économique ainsi que de la façon dont nous atteindrons nos objectifs.

Nous continuerons d'appliquer une politique monétaire et budgétaire saine. Nous continuerons de rendre le secteur public plus efficient. Nous continuerons de poursuivre l'ouverture des marchés, tout en améliorant notre productivité et notre compétitivité, de manière à relever le défi de la concurrence. Nous renforcerons nos investissements en ressources humaines et en infrastructures, tout en misant sur le partenariat avec les Canadiens et les autres administrations publiques afin de promouvoir la croissance.

Bien des Canadiens, y compris nombre de mes collègues de l'autre côté de la Chambre, ont du mal à s'adapter au phénomène de la mondialisation dont les années 1990 ont marqué l'émergence. Certains auraient préféré que les choses restent ce qu'elles étaient et que les Canadiens aient un faux sentiment de sécurité, procuré par une protection imaginaire contre le monde extérieur.

Monsieur le Président, nous devons cependant affronter les réalités économiques contemporaines. Nous ne pouvons plus vivre repliés sur nous-mêmes et tournés vers le passé. Nous devons avoir une vision prospective. La dernière chose que nous voulons est que l'économie canadienne tombe dans un marasme permanent. Les nouvelles initiatives et le maintien des politiques annoncées par le ministre nous aideront à aborder le XXI<sup>e</sup> siècle d'un bon pied.

Je ne prétends pas pour un seul instant que les changements et les restructurations que nous avons connus, et que nous continuerons de subir, ont été faciles pour qui que ce soit y compris pour le gouvernement fédéral.

Cependant, nous avons poursuivi, depuis 1984, un programme économique visant à assurer à tous les Canadiens un avenir caractérisé par une plus grande sécurité et de meilleures possibilités économiques, et nous en voyons maintenant le résultat. Par exemple, le Canada a maintenant le plus faible taux d'inflation parmi les sept plus grands pays industrialisés, le G-7, soit 1,4 p. 100 cette année. La productivité s'établit actuellement à 2,6 p. 100 et notre tenue commerciale à l'étranger commence à donner des résultats. Le solde du commerce de marchandises au Canada, élément clé de la réduction du déficit du compte courant est en hausse de près de deux milliards de dollars par rapport à l'an dernier.

La confiance des consommateurs se rétablit. L'emploi s'est remis à augmenter, la demande intérieure s'est raffermie et les exportations réelles sont en hausse. Il s'agit là d'améliorations peu marquées mais indéniables.